

POUR UNE ECOLE A LA HAUTEUR DES ENJEUX, POUR EN FINIR AVEC LE MEPRIS DES PERSONNELS ET DES ELEVES

LA FSU et SES SYNDICATS APPELLENT A RASSEMBLEMENT

MERCREDI 24 JUIN ,15h, RECTORAT DE LILLE

Les annonces du Président de la République du 14 juin dernier ont, une nouvelle fois, traduit le mépris de l'exécutif envers l'ensemble des personnels de l'Education Nationale et envers la jeunesse de ce pays.

Alors que le service public d'éducation a tenu, à travers cette crise sans précédent, grâce à l'investissement sans faille des personnels qui ont assuré, avec leur propre matériel, une continuité du service public, pas un mot du Président de la République pour les soutenir dans un contexte d'attaques médiatiques tous azimuts.

La cacophonie ministérielle qui a suivi les annonces de réouverture totale des écoles et des collèges n'a fait que renforcer l'expression de ce mépris, rien n'étant prévu pour garantir l'accueil de tous les élèves, leur sécurité sanitaire et celle des personnels.

La crise a entraîné une dégradation sanitaire et sociale générale, renforcé fortement les inégalités sociales et mis à nu les besoins criants de l'Ecole.

Les axes choisis par l'exécutif font pourtant fi de ce constat : volonté de généraliser l'enseignement à distance, volonté de confier au marché des pans entiers de l'Education Nationale via l'EdTech, volonté de transférer aux collectivités territoriales des missions de celle-ci par la mise en place des 2S2C... tout cela ne prend pas en compte les besoins des élèves, notamment des plus fragiles socialement, mais met également profondément en cause l'égalité de traitement des élèves.

Pour une Ecole à la hauteur de tous ces enjeux, pour empêcher un échec scolaire massif, pour garantir une formation de qualité à tous les jeunes, la FSU et ses syndicats de l'Education nationale (SNES, SNUIPP, SNEP, SNUEP, SNASUB, SNICS, SNUAS-FP) exigent :

- un collectif budgétaire pour répondre aux besoins
- l'abandon des 2S2C et de la proposition de loi sur la direction d'école et du label Cités Éducatives
- la remise à plat des réformes des lycées et du baccalauréat, l'abandon des E3C remplacés par un examen final national et l'abandon de Parcoursup
- l'arrêt des suppressions de postes et la création de postes pour assurer le suivi de tous les élèves, scolairement et socialement (postes d'enseignants, de personnels sociaux, de santé, d'AED, d'AESH, de psyEN, de CPE etc...)
- l'aménagement transitoire des programmes
- la revalorisation des AESH et la création d'un statut à plein temps
- des garanties sur le réemploi de tous les contractuels et sur l'accès à la CDIisation
- la rétablissement des CAP et le maintien des CHSCT
- l'augmentation des salaires par la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires

**RASSEMBLEMENT RECTORAT de LILLE
MERCREDI 24 JUIN, 15h**